Interrogation ?

N° 8
1993

Bulletin Œcuménique

Paraît 8 fois par an

Décembre

Conte de Noël?

Emmanuelle Wyss

En ce temps-là, le monde était presque totalement libéré du communisme. En Russie, Eltsine et ses acolytes triomphaient. La Chine s'ouvrait au commerce extérieur. Ailleurs l'ONU et son Conseil de sécurité décidaient d'intervenir dans un élan presque messianique: «la Force d'intervention unifiée vient pour nourrir ceux qui meurent de faim, protéger ceux qui sont sans défense et préparer la voie de la reconstruction politique, sociale et économique».[1]

Le bon peuple en pleurait d'émotion et suivait avec enthousiasme la progression de la Démocratie dans des pays autrefois barbares et totalitaires. Les pays les plus civilisés signaient de beaux accords économiques. On s'efforçait de masquer les zones d'ombre – les difficultés socio-économiques –, les sachant passagères puique la Reprise était au détour du chemin, et que tout allait rentrer dans un ordre consolidé par cette «crise de croissance».



Il y avait bien sûr – comme toujours – quelques grincheux pour critiquer, se plaindre. Par exemple ce vieil homme habillé de blanc, faisant par ailleurs fort bien son travail de gardien des valeurs morales, qui avouait que la description que Marx faisait de la société «était sans aucun doute la réalité sociale, et c'était la conséquence du système, des principes du capitalisme ultralibéral». Il affirmait aussi que ce capitalisme était devenu plus social et avait changé «pour une bonne part sous l'influence de la pensée socialiste», mais que «dans certaines régions du monde, il est toutefois resté dans son état «sauvage», comme au siècle passé».[2]

Mais à part ces petits écarts, on s'acheminait enfin vers la paix sur une planète vouée à la démocratie et à la libre entreprise.

– Comment, mon conte ne vous plaît pas? Pourtant, mes larmes séchées après le Téléjournal, j'essayais de voir le côté positif de notre monde...

Dans quelques jours, c'est Noël; cette fête qui nous annonce un Royaume n'excluant ni les pauvres, ni les paumés, ni les étrangers, ni les marginalisés de toutes sortes... Saurons-nous nous en souvenir au temps du capitalisme triomphant?

[1]) Cité par l'Hebdo du 14.10.93.
[2]) Repris de LNQ du 2.11.93.



N° 8
1993

chrétiens aujourd'hui

L'alphabet de Noël

par Jeanne-Marie Quinche

Ane

Bœuf et Bethléhem

Crèche

Dieu

Etoile et écurie

Fragilité

Gloire

H...

Innocence

Kyrielle d'anges

Lumière

Marie et maternité

Naissance

Obscurité

Paix et pauvreté

Questions

Roi

Sauveur

Témoins

Utopie

Visite

Et puis **W,X,Y,Z**...

Et nous voilà au bout de l'alphabet !

Je suis l'alpha et l'omega, dit Dieu!.

Le commencement et la fin.

Mais que viennent faire H,W,X,Y,Z dans cet alphabet?

Lettres incapables, muettes, stériles... inutiles pour dire la Parole?

Ou bien diraient-elles le mystère de Noël autrement?

Et ne cacheraient-elles pas le plus important, l'indicible?

Car avec le Y, le W et le H doublement silencieux, on se retrouve avec les initiales de l'auteur de Noël, YHWH (YaHWeH) le nom sacré du Dieu de Jésus-Christ!

Et le X remis debout a la forme de la croix, celle de Vendredi-Saint et celle de toutes les croisées où Dieu nous fait signe dans la vie.

Et le Z..., direz-vous? Eh bien! le Z, voyez-vous, c'est le petit dernier sans lequel l'alphabet est incomplet, sans lequel la Parole ne peut se dire...

C'est le petit dernier ou le dernier des petits sans lequel Noël perd tout son sens!

M'enfin

Par Gilbert Zbären

M'enfin
C'est pas possible
T'as entendu ?
Y veulent baisser les salaires !
Mais pas tous
Seulement les petits salaires...
Ça doit faire moins à calculer
Et pis ceux
Qui ont déjà de la peine à tourner
Comme y's-ont l'habitude
Ça doit leur faire moins de soucis

N'empêche que j'comprends
Quand même pas
M'enfin y charient non ?
T'as 2500.– et y t'baisse...
On dit moins 10%
Ça fait qui t'reste 2250.–
S'ils baissaient ton chef aussi,
Ton chef qu'a 8525.–
Y va plus qu'lui rester que 7672,50

T'as vu ce que ça donne
Y prennent vraiment les petits salaires
Pour des...
C'qui savent c'est qu'on va pas oser partir.
Les cadres p't'être pourraient s'barrer

Et leur histoire d'études...
Qui fait qu'ils-ont droit à plus
Ils ont déjà pu en faire des études...
Moi pas moyen ça s'faisait pas...
Pi fallait bosser...
Et ça devrait encore leur rapporter.
M'enfin
Y faudrait arrêter une fois

Et pi l'social,
C'est là aussi qu'i-coupent
Alors qu'y'en faudrait
10 fois plus...

T'as entendu c'qui disait
Aux mecs d'Air France...
Quand ils semaient la peuffe
«Pensez à votre entreprise»
Les mecs qui s'font balancer
Faut encore qu'ils pensent à l'entreprise.
Et l'P.D.G. on va lui revoir son salaire ?
Dans quel sens.

M'enfin à croire qu'ils savent pas penser.
On a besoin d'un minimum pour vivre
Même d'un max.
Mais beaucoup plus,
Ça devient du vol autorisé.
Surtout
Quand il faut supprimer des emplois
En période de crise.
Ils appellent à la solidarité,
Si c'était vrai c'qu'ils disent...
Ils commenceraient par partager
A réunir ceux qu'ont beaucoup pour
Voir c'qu'ils peuvent lâcher...
A force de vouloir faire trinquer
Toujours les mêmes
Ils finissent eux aussi par s'écraser
Ils ont pas encore compris...
(En tous cas y'en a pas beaucoup).

Seulement ils'ont pas l'habitude
Ils doivent abandonner leur nouvelle villa
Y souffrent...

Alors y-en a qui peuvent faire des études
Sur les «nouveaux pauvres»...
M'enfin j'vais mourir de rire...

M'enfin
Pis moi j'me d'mande
Quand on voit tous ces droits gagnés
Par les ouvriers, qui s'perdent...
J'me d'mande
Si y en a pas,
Des fois
Qui la fabriqueraient c'te crise.

...

Qui c'est qu'a dit quelquechose ???

Moi non !
J'fais qu'répéter des trucs...

M'enfin
Sauf le truc d'la solidarité
En y pensant bien

M'enfin ça changerait tout
Quelle **frousse**...!



Madagascar
Le journalisme au féminin

N° 8
1993

Méline Rahelimalama, Médiascope

Les femmes journalistes malgaches viennent de créer leur association. Objectifs: promouvoir les activités de journalisme des femmes et oeuvrer pour une presse responsable, plus soucieuse de la réalité rurale.

Madagascar compte plus de 200 journalistes. Bien que les femmes soient loin d'être majoritaire dans cet effectif, elles occupent un nombre non négligeable de postes dans la presse écrite, tandis que d'autres présentent les journaux radiophoniques ou télévisés. Ces professionnelles de l'information font l'admiration des jeunes, qui aspirent à exercer cette activité. Mais, il n'existe pas d'école de journalisme à Madagascar; rares sont les journalistes malgaches qui ont pu suivre une formation à l'étranger. La plupart ont appris leur métier «sur le tas».

L'Association des femmes journalistes malgaches se propose de combler ces lacunes. Conseils, orientation, formation des jeunes journalistes sont ses objectifs prioritaires.

En parallèle à cet appui professionnel, l'association veillera à prendre en compte la situation des femmes rurales, car les journaux, concentrés dans la capitale, ne publient que très rarement des articles traitant des réalités rurales malgaches. Pourtant, 85% de la population malgache est rurale. Et parmi cette population, les deux tiers sont des femmes. Conscientes de cet oubli, les femmes journalistes entendent établir des liens privilégiés avec leurs soeurs rurales, trop souvent oubliées.

Contact: Agence d'information rurale
Lot II K 20 bis – Ankadivato
BP 1166 – Antananarivo
Madagascar

Tiré de: Réseau Femmes et développement, Lettre d'information no 9, juillet 1993

Obligation de déclaration des bois et des produits en bois



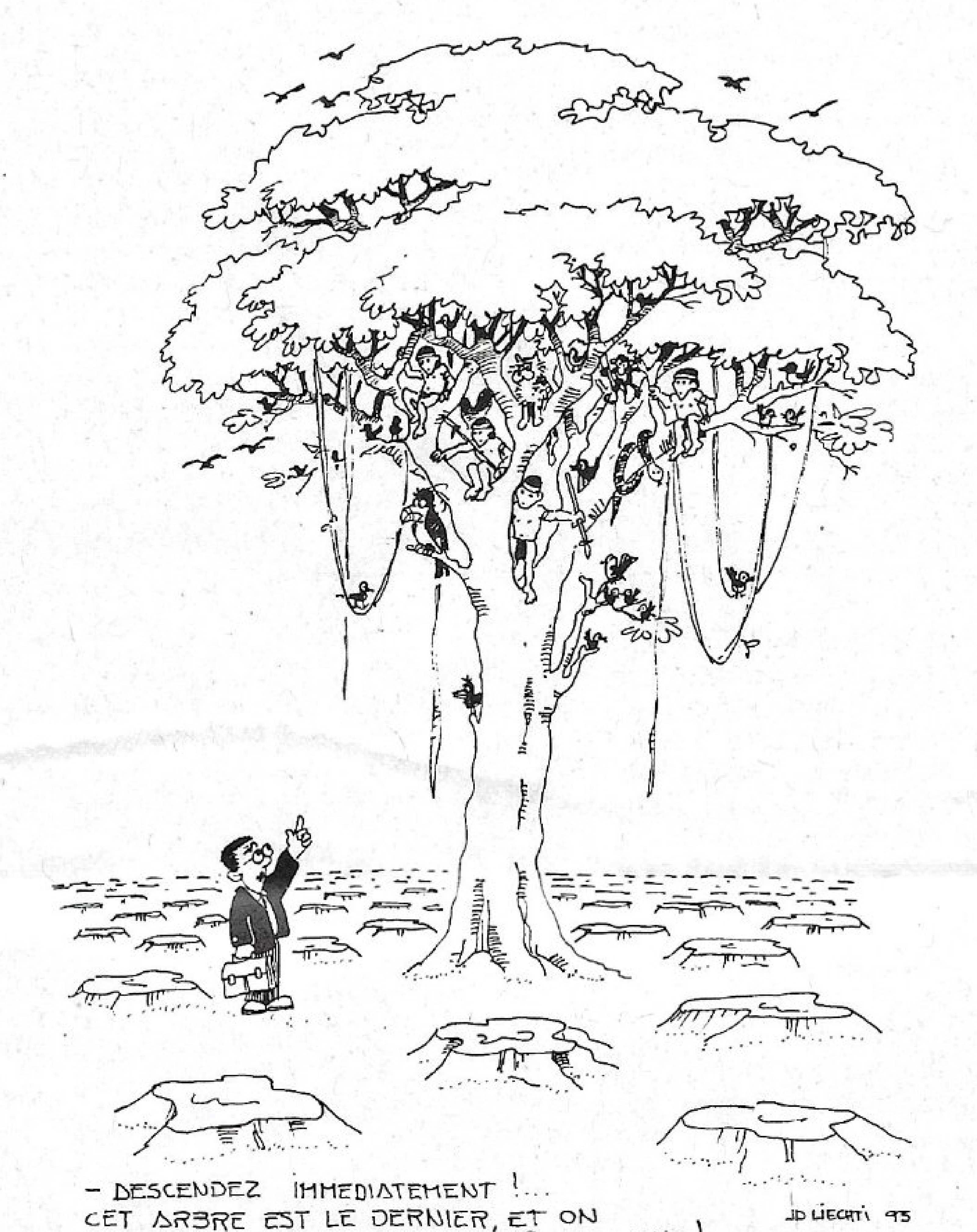
N° 8
1993

Au printemps 1994, nos conseillers nationaux devront se prononcer sur une motion du conseil des Etats intitulée «Obligation de déclaration des bois et des produits en bois». Face aux Penans du SARAWAK, dont le dernier barrage anti-bûcherons a été dispersé par l'aviation des forces de sécurité malaisienne (3 octobre 1993) ayons enfin le courage de nos actes!

Soyons attentifs à la décision de nos parlementaires; ne leur laissons pas la possibilité d'évincer le problème!

(Complément de notre dossier du N° 7 sur les Penans)

Bruno Manser Fonds
Nicolas Maire



La Lettre de SOS Racisme, N° 26/sept. 1993

Les hausses de salaires seront rares

***

La SBS éclate de santé

Excellent troisième trimestre

Helvétas ou le mythe du bon sauvage reconverti

Sans doute l'avez-vous vue cette affiche d'Helvetas qui, depuis quelques semaines, déclare de façon péremptoire : «Les Blancs pensent trop». Certes, ce n'est là qu'un discours rapporté, celui d'un chef de village du Mali.

Pour un instant, le temps d'un regard sur cette affiche, Helvetas a voulu renverser la perspective. Pour un instant, nous (qui sommes effectivement blancs) sommes devenus ceux que l'on nomme par la couleur de leur peau. A quelle fin ? Helvetas qui s'en explique dans une brochure de campagne [1], vise à sensibiliser l'opinion aux réalités des peuples indigènes dans le cadre de l'«Année des populations indigènes» déclarée par l'ONU.

D'emblée une question se pose : la dépréciation des destinataires du message était-elle absolument nécessaire pour assurer la valorisation des peuples indigènes, et ainsi leur défense ? Autant le discours de chefs indigènes [2] portant un regard parfois très lucide sur le mode de vie occidental peut nous sembler sympathique, autant l'utilisation d'une formule hors contexte, sans autre indication que la mention «peuples indigènes» nous semble hasardeuse.

Quelles que soient les visées premières de la campagne, un tel message a beaucoup de chances de viser faux. Le passant, dans le rapide coup d'oeil qu'il portera sur l'affiche, comprendra-t-il ce qu'on cherche à lui signifier ? Ce qui, par contre, est sûr, c'est qu'il saisira qu'on l'interpelle comme «blanc». En nourrira-t-il dès lors de meilleurs sentiments pour les peuples indigènes ? On peut en douter.

C'est au mythe du bon sauvage que fait finalement appel cette campagne. L'affiche établit en effet une symétrie entre l'idéalisation des peuples indigènes et la dépréciation du groupe des "destinataires" du message. On suggère ainsi une symétrie jumelle entre le nord riche et le sud pauvre engendrée par des rapports économiques inégalitaires.

Enfin, cette affiche fait entrer en résonance un anti-intellectualisme toujours prompt à se manifester. N'a-t-on pas finalement trop peu pensé ?

[1] *Peuples indigènes* : peut être obtenue auprès d'Helvetas au 021/ 23 33 73

[2] Rappelons les célèbres «discours de Touiavii chef de la tribu de Tiaréa dans les mers du Sud» : *Le papalagui*. Paris, Aubier-Flammarion, 1981.



Le Monde diplomatique, octobre 1993

« LA RECHERCHE CONTRE LE TIERS-MONDE »

Au Sud, un double handicap

CHIMISTE, professeur à l'université de Tunis, Mohamed Larbi Bouguerra est l'un de ces trop rares chercheurs d'Afrique qui s'efforcent de « penser » la science dans la société et, plus particulièrement, dans leur société. Et son dernier ouvrage, *la Recherche contre le tiers-monde* (1), prend la forme d'un implacable réquisitoire à la fois contre la technoscience du Nord, qui a mis le tiers-monde en coupe réglée, et contre les élites gouvernantes du Sud, en général ignorantes des apports potentiels de la recherche au développement et, très souvent, hostiles à la démarche scientifique elle-même, car fondée sur l'esprit critique.

Les titres de certains chapitres de l'ouvrage sont, à eux seuls, significatifs : « Le pillage génétique », « Menaces et promesses de la biotechnologie », « Le Sud cobaye du Nord ? », « Un colonialisme pharmaceutique », etc. Pour les multinationales occidentales, le Sud apparaît effectivement comme un réservoir quasi gratuit de biodiversité, un terrain d'expérimentation non soumis aux contraintes légales existant dans les pays développés, et un dépotoir où elles écoulent des produits interdits dans le Nord. S'appuyant sur de multiples données, parfois très peu connues, la démonstration est accablante et montre l'incompatibilité radicale entre la recherche effrénée du profit et toute forme de développement durable (2).

Le cas des semences est particulièrement éclairant en ce qu'il débouche sur une véritable érosion génétique : au lieu de cultiver la diversité (43 variétés d'orge au Burkina-Faso avant la colonisation, des centaines de betteraves sucrières en Turquie il n'y a pas si longtemps), une quinzaine de firmes géantes (notamment les pétroliers Shell et Exxon) ont sélectionné une ou deux variétés qu'elles imposent à l'ensemble du monde : *« La perte des richesses génétiques rend les communautés paysannes du tiers-monde dépendantes d'un fournisseur extérieur et des produits chimiques nécessaires pour faire croître la plante et la protéger ensuite. Car, en règle générale, le type de semence utilisée dicte les besoins en engrais, en pesticides et en machines agricoles, comme il dicte le marché et détermine le consommateur ultime. »*

Mais, à l'exception de quelques Etats (Chine, Inde, Brésil, Cuba, Argentine, notamment) qui ne sacrifient pas (ou pas trop) la recherche dans leurs budgets, le Sud n'a pas favorisé l'émergence de communautés scientifiques, mais, en revanche, n'a pas lésiné sur les dépenses de l'armée et de la police. Le monde arabe est particulièrement épinglé par Larbi Bouguerra, qui le connaît bien : *« La science n'est pas sa préoccupation, même s'il la glorifie beaucoup en paroles, et il regarde souvent d'un œil soupçonneux scientifiques et ingénieurs formés à l'étranger, qui viennent perturber l'échelle sociale séculaire et l'ordre de préséance. »* Et la montée d'un islamisme hostile au libre examen (et qui n'a de goût que pour les sciences exactes, réputées neutres, l'informatique en particulier) n'arrangera pas les choses.

Un état des lieux inquiétant, et pas seulement pour le Sud, car, dans l'indispensable dialogue qu'il doit nouer avec le tiers-monde, le Nord « développé » a besoin d'interlocuteurs qui parlent un langage compatible. La faiblesse ou l'inexistence de communautés scientifiques en Afrique, en particulier, est un lourd handicap pour sa voisine, l'Europe.

B. C.

(1) Mohamed Larbi Bouguerra, *la Recherche contre le tiers-monde*, PUF, Paris, 1993, 293 pages, 168 F.

(2) Voir le second numéro de la collection *Savoirs*, « Une terre en renaissance », réalisé en partenariat entre l'ORSTOM et *le Monde diplomatique*, 132 pages, 48 F (en vente le 11 octobre).

Bulletin Cridev, N°113

LES EFFETS PERVERS DE L'ETAT-NATION :
De l'Etat-Nation à l'Ethnie-Etat.

Le concept d'Etat-Nation est né en Europe occidentale, à la fin du Moyen-Age à la cour des rois de France et d'angleterre. L'Etat, c'est à dire la puissance régalienne, y a précédé dans le temps la Nation, c'est-à-dire la communauté de sujets puis la communauté des citoyens; l'Etat commandant à la Nation.

L'Etat-Nation ne répondant à aucun critère ethnique ou religieux, les conquêtes territoriales et la soumission de nouvelles populations à l'autorité de l'Etat central trouvaient leur justification aux yeux du pouvoir politique, dans des exigences de sécurité, des impératifs économiques ou une mission universelle.

La France, comme ses homologues européens, a perdu son empire colonial. Mais les anciennes colonies ont hérité des empires auxquels elles se trouvaient soumises le concept d'Etat-Nation et l'ont appliqué rigoureusement. Elles ont reproduit le mode de gouvernement duquel elles avaient voulu s'affranchir...

De l'Etat-Nation à l'Ethnie-Etat.
Avec l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des peuples et des groupes minorisés de plus en plus nombreux s'opposent, pacifiquement ou violemment, à la logique unitariste des Etats-Nations auxquels ils sont soumis. Mais un processus semblable à celui qui s'est déroulé dans les anciennes colonies des empires européens semble se produire: certaines minorités nationales s'approprient le discours unitariste pour justifier la création d'Etat ethniquement homogène, ce que l'on pourrait appeler des «Ethnies-Etats», car dans ce cas, ce n'est plus l'Etat qui détermine la Nation mais l'ethnie qui justifie l'Etat. Avatar de l'Etat-Nation, l'Ethnie-Etat, lui emprunte la logique exclusive de l'homogénéité et le discours théorique, éloigné du réel, sur l'indépendance et la souveraineté.

(Christian Guyonvac'h, membre du groupement pour les droits des minorités, in le Courrier ACP CEE n°140, juillet août 1993.)

Le Nouveau Quotidien, 2. 11. 93

Bien payé, le général Raoul Cédras est un agent de la CIA en Haïti

Les révélations du «New York Times» font des vagues. L'entourage du président Aristide accuse la centrale et le Pentagone d'avoir saboté la politique de Clinton en faveur du président en exil.

Libération, 26. 10. 93

Haïti et la diplomatie du Vatican

*PAR CHARLES ANTOINE **

Haïti s'enfonce désespérément dans le sang. Les *«attachés»*, version locale des Escadrons de la mort, sèment la terreur et tuent à qui mieux mieux gens du peuple et – à défaut du Président élu – ministres. L'armée, général Cédras en tête et colonel François en bourreau, ose dire qu'elle ne peut rien faire. Sous le désordre macoute, les mots n'ont plus aucun sens.

Les partisans de l'ordre constitutionnel se débattent héroïquement sur une scène politique en folie. Les personnes «à abattre» se cachent. Les militants se terrent.

Les évêques d'Haïti, sauf un, se taisent. Scandaleusement. La diplomatie vaticane paie le prix de sa reconnaissance officielle de l'illégitimité: le Saint-Siège n'a-t-il pas été le seul Etat au monde à accréditer son ambassadeur auprès du gouvernement issu du coup d'Etat? Triste bilan pour la crédibilité de l'Eglise catholique et de son *«option préférentielle pour les pauvres»*...

Le pape Jean Paul II, lors de son voyage en 1983 en Haïti, avait publiquement déclaré: *«Il faut que les choses changent ici!»* Depuis, les choses n'ont fait qu'empirer.

L'année dernière, le pape s'était rendu à Saint-Domingue, capitale de la république voisine dans la même île. Port-au-Prince est à une petite demi-heure d'avion. Le pape n'y est pas allé. Pourquoi? En août de cette année, sur le chemin du Mexique et des Etats-Unis, Jean Paul II s'est rendu en Jamaïque, une île voisine: il n'a pas fait escale en Haïti. Le pays serait-il donc pestiféré?

Dans sa toute récente encyclique sur la morale, *Veritatis splendor*, Jean Paul II insiste sur les *«actes intrinsèquement mauvais»* (nº80 et 115). Il parle aussi des *«formes graves d'injustice sociale et économique ou de corruption politique dont sont victimes des peuples et des nations entiers»* (nº98). Pourquoi la hiérarchie de l'Eglise catholique n'applique-t-elle pas ces principes à la réalité concrète d'Haïti? Si elle ne le fait pas, devons-nous comprendre que l'obstacle majeur est le président Aristide, parce que prêtre? Si par malheur tel était le cas, nous ne pourrions, vu le tragique de la situation, qu'en être atterrés.

*** Prêtre. Directeur de l'agence Dial (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine).**

Cotmec-Info, 9. 93

Fuite des capitaux
La montagne a accouché d'une souris

Il y a une année la COTMEC participait à la campagne "Pour une Suisse sans capitaux en fuite" (voir notre N°147). L'espoir de voir notre pays adopter des lois plus dissuasives et favorisant l'entraide judiciaire en la matière risque à nouveau d'être déçu. Le point sur la situation avec Thierry Pellet de la Déclaration de Berne.

Fin septembre se termine la procédure de consultation de la nouvelle loi d'entraide judiciaire internationale. Ce texte concocté par une Commission fédérale d'experts mandatée par le Conseil fédéral en mai 1991 achève un processus de trois ans.

L'importance de cette loi dans la problématique des capitaux fuyant le Tiers-Monde pour se réfugier en Suisse est, rappelons-le, centrale. C'est pourquoi celle-ci faisait l'objet de revendications dans le cadre de la campagne "Pour une Suisse sans capitaux en fuite", notamment afin d'accélérer la procédure d'entraide judiciaire pour favoriser le retour des capitaux dans leur pays d'origine.

Le résultat actuel est décevant. Alors que des améliorations conséquentes circulaient dans les premières révisions, le rapport final de la Commission d'experts les a quasiment toutes évacuées. S'il faut saluer la limitation à un seul recours pour toute la procédure (une revendication du Manifeste), force est de regretter l'absence de délimitation de durée de la procédure (nous demandions 6 mois). Avec une affaire Marcos qui court toujours depuis huit ans après ses débuts, on ne peut que regretter ce manque de volonté des législateurs.

Malheureusement, la Confédération continuera de ne pas accorder son aide à un autre Etat pour des délits fiscaux et économiques, cas typiques de fuite de capitaux. Ceux-ci restent en effet toujours exclus de la loi, malgré nos demandes.

Enfin, une loi vraiment plus efficace aurait dû renforcer le poids de la Confédération, qui se contente actuellement d'attendre que les cantons exécutent la procédure. Là aussi les avancées sont trop modestes pour trouver matière à se réjouir.

La déception déborde largement les milieux de la solidarité. Souhaitons que cet élan sera capable d'influencer la procédure de consultation. Car seule une réelle accélération et extension de l'entraide judiciaire réduira l'attractivité de la place financière suisse pour l'argent délictueux.

Thierry Pellet



Je me souhaite

N° 8
1993

par Eckhart Dedakind, Afrique du Sud

Je me souhaite...
...que tu emploies moins de temps à faire ce que les autres attendent de toi

et que tu aies plus de courage pour être ce que tu es. Je te souhaite de savoir

sentir finement quand tu dois t'adapter et quand tu dois nager contre le courant.

Je me souhaite...
...que tu n'oublies pas de chanter, de danser et de faire la fête avec les autres, au lieu de toujours travailler.

Je me souhaite...
...que tu prennes le temps de voir la beauté de la terre où tu vis: ses levers et ses couchers de soleil, la lune, les étoiles et les nuages, les montagnes et les mers, le monde merveilleux des plantes, des eaux, des pierres et des bêtes.

Je me souhaite...
...que tu aies toujours du temps pour ceux que tu aimes et ont besoin de toi, et que tu n'en prennes point pour la mauvaise humeur et le découragement.

Je me souhaite...
...que tu n'oublies jamais la valeur du temps. Donc, offre-le largement à la beauté, à la joie et à l'amour et donnes-en juste ce qu'il faut aux obligations quotidiennes.

Je me souhaite...
...que tu comprennes la vie comme une marche qui t'encourage à abandonner ce qui pèse, à rompre avec ce qui te retient et à découvrir ce qui est neuf. Et que sur ton chemin, tu sois porté par l'espérance de ce chez-soi où Dieu t'attend. Je te le souhaite.

Volontariat: début d'une renaissance

Dans le cadre d'un processus de redéfinition du volontariat suisse, à la demande des ONG de Unité[1] et pour compléter les interpellations fructueuses de la co-évaluation Afrique (août 1990-mars 1991), une co-évaluation a été réalisée en avril-mai 1993 en Bolivie et Nicaragua. Elle a abouti à une série de recommandations de l'équipe de mission. Ces recommandations devraient se comprendre comme des propositions et une base d'action et non comme un dogme ou un mandat à appliquer de manière rigide.
Les articles qui suivent présentent différents points de vue sur cette démarche.
Le rapport complet de la co-évaluation en français, allemand ou espagnol peut être obtenu à Unité ou aux ONG d'envoi.

Volontariat pour la coopération: le début d'une renaissance.

(Regard rétrospectif et prospectif sur le processus de réflexion mené avec les organismes d'envoi de volontaires dans le cadre d'Unité).

Premier repère: 1980, séminaires dans trois continents.
Si l'on remonte un peu dans l'histoire, c'est en 1980 déjà que la DDA[2] cherche à faire le point de la situation des volontaires suisses qu'elle co-finance via les organismes suisses d'envoi.

Avec la collaboration d'Unité, elle organise des séminaires de réflexion sur le volontariat en Colombie, au Cameroun et en Indonésie. Ces séminaires font connaître les exigences formulées par les volontaires et leurs partenaires du terrain. La synthèse des résultats souligne la nécessité de mettre en place ou de renforcer:
- des critères d'envoi transparents
- le soutien à l'autopromotion
- les programmes de formation
- le travail à la base
- la coordination inter-ong dans la planification des envois de volontaires
- une bonne documentation sur le projet et sur les motifs pour une demande de volontaire
- une bonne prévision de la période «post volontaire» au sein du projet
- l'évaluation du projet pendant l'affectation
- le suivi et la coordination des volontaires
- l'accompagnement des volontaires après leur retour.

Deuxième repère: 1990, une co-évaluation du volontariat en Afrique.
(Bénin, Cameroun, Tchad et Togo)

Dix ans après cette première analyse, dans le cadre du mandat qui lui est confié par la DDA, Unité exécute un processus d'analyse de la situation du volontariat en Afrique, et ceci sous la forme d'une co-évaluation impliquant tous les acteurs concernés, au Sud comme au Nord. L'objectif de cette analyse est de mieux connaître les difficultés et les potentialités du volontariat aujourd'hui. Les termes de références de l'analyse (c'est-à dire: sur quoi l'analyse va-t-elle se pencher?) sont construits lors d'un atelier par un groupe d'ex-volontaires revenus d'Afrique. Le rapport de cette mission met en valeur des questionnements fondamentaux (interpellations) à l'intention de tous les partenaires, au Nord et au Sud. Sur la base de ce rapport, des séminaires dits «de restitution» réunissant les personnes concernées sur le terrain et en Suisse permettent de dégager, parmi d'autres, les thèmes qui sont à approfondir en priorité et qui sont:

- la préparation des volontaires avant l'affectation;
- le suivi des projets et des volontaires sur le terrain.
- l'africanisation: remise des projets en mains locales (ses conditions, ses obstacles).

Suite à cette analyse, Unité prend alors des mesures concrètes qui sont de deux ordres:

Sur le plan conceptuel: la formation de plusieurs groupes de travail accompagnés d'une personne-ressource externe. Ces groupes ont entre autres pour tâche l'approfondissement des thèmes cités et la soumission de propositions réalisables pour l'avenir.

Sur le plan opérationnel:

a) l'élaboration de nouvelles Conditions Générales et de nouveaux critères pour l'octroi de contributions de la DDA en faveur des organismes d'envoi.

b) l'élaboration de nouveaux formulaires de demande de contribution et de rapport d'activité, formulaires permettant une analyse plus fine des affectations et des projets.

---

[1]) Unité est une association de dix-neuf organisations actives dans le domaine de la coopération au développement et l'échange de personnel entre le Nord et le Sud.
[2]) Direction pour le développement et l'aide humanitaire.



Troisième repère: 1992, une co-évaluation du volontariat en Amérique latine

(Bolivie et Nicaragua)

A la demande d'Unité et afin de compléter les résultats de l'analyse faite en Afrique, un dernier processus d'analyse du volontariat est mis en route au printemps 1992 afin de connaître aussi la situation et les opinions d'un groupe représentatif de personnes d'Amérique latine.

A la lecture du rapport de cette co-évaluation, on peut remarquer que, par delà les différences de méthodologie et de style, les recommandations se retrouvent sur beaucoup de points en accord avec les interpellations venues d'Afrique.

Un séminaire de restitution des résultats du rapport a permis, en août dernier, aux ONG d'envoi et aux ex-volontaires présents de se situer une fois de plus face à des recommandations qui, c'est certain, bousculent beaucoup de nos schémas.

Quatrième repère: 1996: un Programme global pour Unité.

Pour Unité, ces deux documents constituent des bases de réflexion de grande valeur qui nous permettent d'avancer dans notre réflexion et nos décisions futures. En effet, d'ici fin 1995, Unité a pour tâche de se définir un programme global montrant ses choix et priorités pour les années à venir en matière de politique de coopération par l'envoi de personnel. C'est sur cette base, et sur la base de mesures concrètes qui devront être prises dans le terrain, que la DDA pourra nous octroyer, dès 1996, un Crédit de Programme global pour une période définie (par ex. 3 ans), crédit qui sera géré entièrement par Unité, tout en restant en contact régulier avec la DDA.

N'est-ce pas une chance à saisir? La mise en place de ce programme sur une période très courte (1994-1995) va cependant demander un effort très important non seulement au secrétariat d'Unité, mais aussi, et nous y comptons, à toutes les ONG d'envoi, volontaires et partenaires du Sud désireux de participer activement à cette période de renaissance de l'échange de personnel pour la coopération Nord-Sud.

Denis Cattin, Service des volontaires d'Unité

Se renouveler, c'est revivre... Le SUD prend la parole

Sergio Ferrari (traduction Interrogation)

En quelques années... «une nouvelle planète», avec d'une part la crise du socialisme réel, la fin de la guerre froide, un nouveau réajustement interne au Nord avec trois pôles se disputant la suprématie, et, d'autre part, le SUD relégué dans une «solitude» grandissante, presque sans alliés de poids et condamné à accepter comme valeurs propres les recettes néolibérales élaborées dans le Nord.

L'actuelle relation Nord-Sud n'échappe pas à cette nouvelle «logique» planétaire, ni les notions de *coopération et de volontariat*, qui sont le pain quotidien des Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Allons-nous continuer comme il y a trente ans? Ou sommes-nous confrontés à une crise de concepts, pratiques, méthodes et expectatives? *Cette question de fond commence à alimenter un débat profond entre les ONG suisses, débat aussi indispensable qu'inévitable.*

La crise de la notion de volontariat

Ces questions de fond ont marqué la rencontre à Pensier (Fribourg) des ONG qui composent Unité, le 3e week-end d'août; les divers groupes de travail créés pour développer des thèmes précis (auto-évaluation; mission et développement; finances, etc.) ont alors présenté le résultat de leur réflexion.

La co-évaluation du volontaire Suisse en Amérique latine, réalisée par une mission binationale de quatre membres – deux Suisses et deux Latino-américains – qui visita en avril et mai La Bolivie et le Nicaragua, *devint cependant la question clé de la rencontre*. Le document final (cinquante pages et trente et une d'annexes) était au centre du débat et se profile comme un *document de référence fondamental* pour la réflexion que tous les organismes se sont engagés à continuer.

La crise de la notion actuelle de volontariat apparaît dans ce document comme l'hypothèse principale, désignée non seulement par la mission d'évaluation mais aussi par la grande majorité des volontaires et organisations qui sont nos partenaires locaux («contraparter» en espagnol) et travaillent en Amérique latine. La nécessité d'une lecture différente de la réalité latino-américaine actuelle et l'écoute plus atentive des demandes/exigences des ONG nationales apparaissent implicitement comme des propositions essentielles.

Dans ce sens le document présente la nécessité d'*une meilleure coopération en réponse aux nouvelles demandes du Sud*. Se profilent comme les deux piliers de cette nouvelle conception: de fortes coordinations nationales dans les pays latino-américains, et de la part des organisations du Nord un processus de réponse «agilisé» au niveau de ses programmes de volontaires.

Quelques recommandations du document sont: la «professionalisation» des volontaires – dans l'optique d'une nouvelle vision de «coopérants» qui comprend capacité professionelle et engagement social –; l'amélioration de ses conditions salariales et sociales; la suppression de limites de temps par coopérant; la formation avant, pendant et après son travail dans le Sud; le choix de partenaires locaux solides qui participent activement et d'égal à égal dans la gestion/évaluation du projet; le choix de priorités par pays ou secteur, et l'augmentation de l'appui en personnel national.

Il n'y a ni dogmes ni vérités éternelles

Face à l'évaluation en Amérique latine, qui donna priorité à la réflexion des organisations nationales et aux volontaires «sur le terrain», *toute l'essence conceptuelle semble remise en question.*

Beaucoup de ces concepts, d'une grande richesse et d'une portée décisive dans les débuts de la pratique du volontariat des années 50-60 – très proches du schéma missionnaire et évangélisateur, surtout en Afrique –, sont pourtant aujourd'hui dépassés par la pratique même.

Une espèce de «fiction» du volontariat parcourt organismes et projets du Nord tandis que l'Amérique latine et le Sud en général, produit d'expériences de vie extrêmes (la lutte brutale pour la survie) ont mûri et ont clarifié leurs priorités.

A partir de là, une quantité de notions demandent à être redéfinies. Depuis «le travail à la base» jusqu'à «l'engagement avec les pauvres» (qui parfois voit le pauvre comme un sujet isolé et non comme le nouvel acteur social d'un processus en mouvement animé par «une nouvelle logique des majorités»), en passant par «un plus grand respect des partenaires locaux et de leurs opinions», et «un meilleur profil du coopérant».

Une question-clé

Il n'est pas simple pour des individus ou des organisations de se lancer dans un processus dynamique de redéfinition du concept. Le moment historique paraît pourtant l'exiger.

Comment mieux servir le Sud et comment faire pour que la coopération/le volontariat réponde plus précisément à ce que souhaitent les pays du tiers monde? Telle est la question-clé; *reconnaître la crise de la notion actuelle de volontariat et sa faiblesse,* et entamer sans attendre un débat de fond, sans peurs ni autocensures, avec ouverture d'esprit et, surtout, *en écoutant le SUD.*

C'est cette seconde optique que prend la mission de co-évaluation qui a visité la Bolivie et le Nicaragua et qui recueille aussi dans ses conclusions beaucoup de réflexions de fond déjà présentées en 1991 par la co-évaluation en Afrique.

Jusqu'à quand allons-nous encore attendre? Que faut-il faire ressortir dans la discussion: notre incapacité à l'autocritique et nos peurs comme Nord frileux? Ou les nouvelles exigences du partenaire de notre «coopération», c'est-à-dire le Sud et ses organisations locales?

Document de Masaya

L'idée originale d'une rencontre de volontaires suisses en Amérique latine est née au Nicaragua voilà plusieurs années. Elle a enfin pu se concrétiser cette année sous la forme d'une rencontre de tous les volontaires GVOM en Amérique latine, ouverte à quelques représentants de FSF, Interteam et Eiréné. Le processus de Co-évaluation, Unité 93, et l'impact du document élaboré par l'équipe de mission sur les ONG suisses d'envoi a motivé GVOM à prendre ce document comme base de réflexion de la rencontre.

N'oublions pas que le débat ouvert sur le volontariat ne peut pas se faire hors du contexte, de la conjoncture qu'est en train de vivre le continent latino-américain. Un texte rédigé par les volontaires FSF en Argentine (Thérèse Parrat et Carlos Falaschi) avec leurs partenaires nationaux aide encore à cette réflexion («Documento del grupo argentino» (**)

Les lignes qui suivent sont des extraits tirés d'un document rédigé pendant la rencontre, fruit du travail des vingt-deux participants, intitulé «Document de Masaya» (*/**).

Re-définition du concept du volontaire

1. Profil

- La majorité des participants à la rencontre opte pour changer le terme de «volontaire» à cause de sa relation antique au concept de missionnaire et d'adopter le terme de coopérant. Le mot lui-même importe peu, l'important est d'en définir le contenu actuel. Néanmoins quelques participants expriment qu'il est valable de continuer avec le mot volontaire et le débat reste ouvert. Pour le document présent nous avons adopté l'expression «vol/coop».
- Les vol/coop sont des personnes qui, ayant une conscience sociale et une option pour les secteurs qui ont le plus de besoins, s'intègrent et participent au développement de cette «société souhaitée». Leur engagement les amène à toujours garder contact avec la base, en respectant les valeurs et l'identité locale sans renoncer à leur propre identité.
- Pour la réalisation maximale de ses objectifs, le vol/coop doit s'intégrer dans une structure. Il doit avoir les aptitudes suivantes: équilibre émotionnel et maturité, une bonne formation professionnelle et des connaissances solides pour l'activité demandée, ainsi que des capacités pédagogiques qui lui permettent de transmettre ses connaissances de manière efficace.
- En même temps il doit avoir de bonnes connaissances sur la réalité sociale, politique, culturelle et de la langue du milieu dans lequel il devra s'intégrer afin d'orienter de manière adéquate son travail et participer aux transformations souhaitées.
- Finalement, le vol/coop doit se soucier pour que son travail ait prolongement au Nord au travers de son ONG afin d'augmenter l'échange Sud-Nord-Sud.

2. Conditions économiques

Nous sommes de l'avis qu'il n'y a pas à créer des inégalités de salaire en fonction de la formation professionnelle. Nous refusons un salaire mesuré en fonction de la rentabilité du vol/coop.

De même nous pensons qu'il doit y avoir égalité de traitement au niveau économique pour les vol/coop travaillant dans un même pays, en tenant compte du coût de la vie. On tiendra compte des caractéristiques spécifiques de chaque volontaire en relation avec son travail en ce qui concerne les déplacements et autres moyens concernant la pratique de son travail. Il faudrait réviser et ajuster annuellement les salaires en fonction du niveau du coût de la vie local.

3. Communication

Le vol/coop aura la responsabilité de garder un espace dans son plan de travail pour communiquer ses expériences et pour pouvoir systématiser les réussites comme les difficultés de son activité. C'est une manière d'alimenter l'information en général et celle des ONG d'envoi .

Les partenaires nationaux

- Les partenaires nationaux peuvent être des ONG locales, des institutions gouvernementales, religieuses, des organisations populaires, syndicales ou d'autres organisations de base qui ont une option claire en faveur des secteurs



populaires et qui partagent les mêmes principes éthiques, sociaux et universels qu'adoptent aussi les ONG d'envoi.

– Nous ne voulons pas exclure de petites organisations au sein de la base et qui ne réuniraient pas toutes les conditions demandées. Néanmoins elles devraient être cautionnées par une ONG locale pouvant être reconnue.



ENGAGEMENT IDEALISÉ PROCHE DE L'EXTRÊME

ONG d'envoi

a. Structure de fonctionnement

Il est donc urgent de trouver de nouvelles sources de financement pour les salaires, et même demander à la DDA une partie de celui-ci et/ou chercher des appuis avec d'autres ONG suisses avec une plus grande capacité financière.

b. Concentration

Les participants à la rencontre pensent que la concentration et/ou la sectorisation permettent une meilleure efficacité. Mais il n'y a pas consensus, par crainte que le processus ne se transforme en obstacle qui élimine des secteurs ou pays où il existe déjà des projets et que cela empêche d'accepter de nouvelles demandes qui proviennent d'autres pays du Sud.

Il y a diverses propositions des groupes de travail:

– Unifier des critères entre ONG d'envoi proches afin de renforcer la coopération avec le sud et coordonner des programmes de coopération entre ces ONG.

– Éviter une trop forte concentration d'étrangers dans une même région.

– Veiller à ce que les ONG d'envoi aient suffisamment de capacité pour assurer le suivi de ses vol/coop et des partenaires nationaux.

– S'orienter en fonction des nécessités exprimées par les pays du sud.

– Que les ONG d'envoi en coordination avec les vol/coop, se gardent le droit de décider de nouvelles régions et pays de concentration, pouvant rajouter de nouveaux pays.

c. Communication

– Établir des mécanismes de communication avec les partenaires locaux afin de leur offrir plus d'espace et faciliter la collaboration avec eux (Coordination).
– fortifier la communication entre vol/coop et ONG du Sud et du Nord .

d. Sud-Nord-Sud

– Nous proposons l'engagement de vol/coop nationaux du Sud au Sud, au niveau local et international.
– *Favoriser la participation de personnes du Sud* pour des séminaires de préparation au départ de vol/coop et pour d'autres activités.

Inter-relations

a. Coordination locale au Sud

– En principe nous sommes d'accord avec cette idée, parce qu'elle facilite beaucoup l'application des exigences. Néanmoins et dans certaines circonstances, il faut envisager la possibilité d'amplifier la coordination au niveau régional (par exemple au Nicaragua avec le Costa Rica et le Salvador); dans tous les cas, il faut mettre en route un processus de coordination progressif qui ne soit pas imposé, réalisé par différents partenaires
– Nous confirmons l'importance de ce que ces coordinations soient binationales.

b. ONG proches en Suisse

Nous insistons sur la nécessité d'une coordination effective entre ONG proches afin d'avoir une action plus combative à l'intérieur d'Unité face à la DDA..

c. Intercommunications

Nous insistons sur le fait que la communication doit être réciproque (=intercomunication).

Masaya, Nicaragua, 23 octobre 1993

Il est indispensable d'intégrer les vol/coop dans les réflexions qui ont lieu au sein des ONG d'envoi, d'Unité, de la DDA et d'en tenir compte au moment des décisions.

(copie des documents complets en français(*) ou en espagnol(**) à disposition auprès de GVOM).



EXTRÊME IDEAL PROCHE DE L'ENGAGEMENT

Recommandations principales

a) Pour la redéfinition du fonctionnement des ONG en Suisse.

1. Mettre en place une structure institutionnelle unifiée pour l'envoi de coopérants, permettant une plus grande cohérence en Suisse et ceci afin de renforcer la présence institutionnelle dans les pays d'affectation.
2. Revoir les critères de sélection et le profil des futurs coopérants, pour atteindre une meilleure professionnalisation, en tenant compte des attentes des organismes des pays du Sud.
3. Repenser les conditions de travail pour améliorer la situation économique des coopérants pendant et après leur affectation.
4. Supprimer la limite dans le temps imparti au coopérant, mais d'examiner, par contre, la limitation du temps d'affectation par projet.
5. Reformulation et augmentation des programmes de préparation et de formation, afin de permettre une actualisation et une augmentation des connaissances des coopérants sur leur fonction de spécialistes en coopération pour le développement.
6. Aux organismes de volontariat, renforcer leur capacité de suivi et d'évaluation
7. Elaboration et mise en place d'un concept pour le travail d'information en Suisse des ex-coopérants, basé sur l'évaluation des expériences.

b) Pour la redéfinition du fonctionnement dans les pays d'affectation.

1. Elaboration d'un concept de programme par pays, fondé sur le principe de pays de concentration et nous recommandons son implantation progressive sur cinq ans.
2. Mise en place de bureaux de coordination dans les «pays de concentration».
3. Que les coopérants soient intégrés dans des organisations partenaires stables et capables de les encadrer et de contrôler leur travail. Des priorités d'affectation doivent être définies pour intégrer les coopérants là où se trouvent des équipes de professionnels.
4. Etre particulièrement attentifs aux organisations partenaires. Elles doivent être impliquées, grâce aux bureaux de coordination, dans tout le processus de décision concernant le coopérant, dans la formation continue et dans l'évaluation.
5. Affecter une partie des fonds destinés à l'envoi de coopérants au paiement des salaires de professionnels nationaux lorsque cette solution est la plus adaptée.



N° 8
1993

FSF

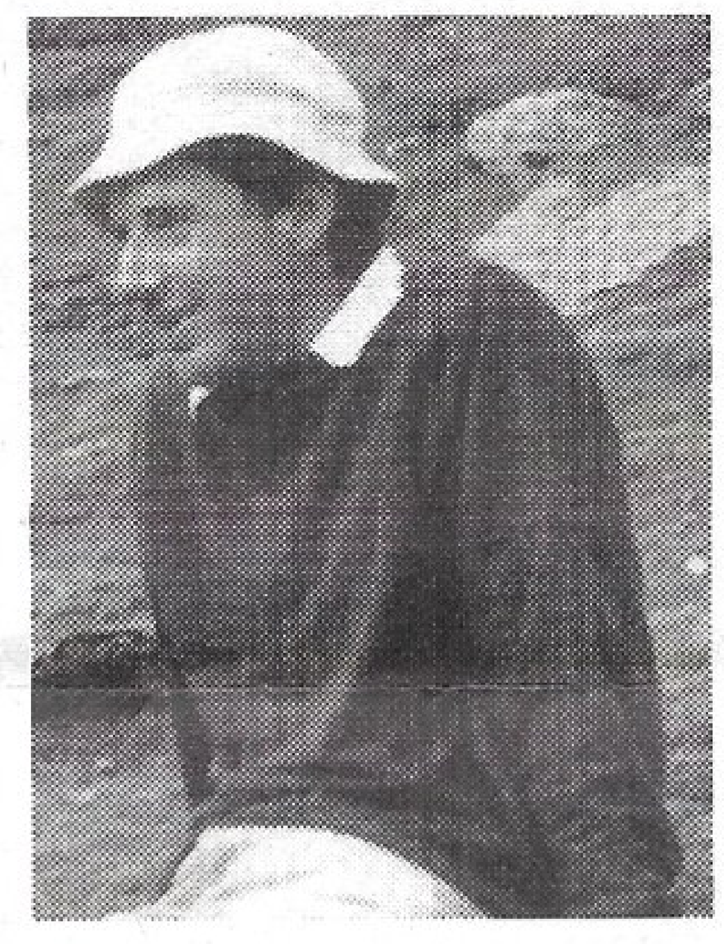
Départs



Sara Tonossi, céramiste et **Stéphane Grosss**, enseignant, de Grône, Valais, ont rejoint Mombaroua dans le Diocèse de Pala au Tchad, le 14 octobre 1993. Stéphane sera chargé de l'accompagnement et de la formation des animateurs du groupe de jeunes et d'étudiants dans le cadre du Centre Culturel et du Collège de Binder. Sara, avec les femmes de la région, revalorisera le travail de la poterie artisanale
Leur adresse: Mission catholique de Mombaroua B.P.8, Léré/Tchad



Germaine Gremaud, professeur, de Enney, Fribourg, à rejoint le Diocèse de Moundou au Tchad, le 30 novembre 1993 pour poursuivre la coordination et l'alphabétisation dans le secteur «Formation, Culture et Education» du Belacd diocésain. Elle organisera également les sessions pour les formateurs d'alphabétisation sous forme de méthodes participatives.
Son adresse: Diocèse de Moundou, B.P.61, Moundou, Tchad.



André Besson, agriculteur, de Charrat, Valais, est parti le 10 novembre 1993 pour Mano en République Centrafricaine. Il sera chargé de former les jeunes Pygmées dans l'animation rurale, dans l'élevage et la pisciculture et également dans le domaine de l'éducation populaire.
Son adresse: Centre rural de Mano B.P.22, Berbérati/ RCA

Naissance

Laura, le 19 octobre 1993, au foyer de **Patricia et Didier Maillet-Boutier**, le Bas-Plessis, F-49350 St-Georges des Sept Voies.

Décès

Madame **Isolina Roux**, le 22 octobre 1993, maman de **Jeanine Balet**, 1971 Grimisuat, membre du Comité FSF et de **Olga Maire**, C.P. 1308, 1870 Monthey.



Rencontre de volontaires au Nicaragua, 17-23 octobre 1993

par Philippe Wyss

Quelle idée d'organiser une rencontre de tous les volontaires de GVOM en Amérique latine! Né voilà plusieurs années au sein du groupe de volontaires FSF/GVOM au Nicaragua, le projet a pu se concrétiser cette année pour GVOM par le biais d'une subvention obtenue de la DDA. Vu les discussions en cours dans nos mouvements au sujet du volontariat, vu aussi les rapprochements qui existent entre certaines ONG (à commencer par ce journal...), nous avons ouvert notre rencontre à quelques volontaires, respectivement de FSF, Eiréné et Interteam.

Résultat: 22 participants, représentants l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, le Pérou, la Colombie, le Costa Rica, le Nicaragua et... la Suisse! Quelle richesse! Richesse de la rencontre de volontaires de divers pays, de divers organismes! Richesse de l'échange d'expériences diverses, différentes, de la confrontation de pratiques de travail, de pouvoir faire des comparaisons, des parallèles entre des projets de pays tellement divers comme la Bolivie et le Nicaragua...

La rencontre a eu lieu à Masaya, haut lieu de l'artisanat du Nicaragua, bastion de la lutte indigène contre la dictature de Somoza. Chapeau aux volontaires du Nica, où chacun a apporté sa contribution à l'organisation de la semaine! Chapeau aussi et surtout aux deux coordinatrices de GVOM/FSF et d'Interteam, Veronica et Jeanne, qui ont su mêler leur savoir faire et leur imagination pour faire de cette semaine une réussite.

Difficile de dire tous les points forts de la semaine! Chaque moment a été vécu intensément, et chacun a participé avec beaucoup de volonté, de ténacité, permettant «d'élever le niveau de la discussion, dans un esprit constructif, de respect des idées de chacun». L'ambiance qui a régné tout au long de la semaine a été telle que l'appartenance à une ONG plutôt qu'à une autre passait au second plan!

Quelques visites de projets, des échanges avec des personnalités locales, la présence de deux personnes de ECLOF (Fondation Oecuménique pour l'aide aux Eglises), une table ronde sur «Fonds rotatifs et petits crédits» ont encore enrichi la réflexion. La grande frustration côté temps à disposition ne nous a pas empêchés de rédiger un document sur place résumant les débats, discussions et propositions concrètes (cf. dossier).

C'est notre jeunesse qui portera le monde de demain. Bravo, bienvenue à Derek Jan, né le 8 août 1993 à Managua, dans la famille de Kathrine James et Marc Isler, et à Roman, né à Managua le 22 octobre 1993, dans la famille de Noëlle-Christine Berthod et François Altenbach.

Question: Naît-on GVOM ou le devient-on?

Mais alors ce document, pour quel résultat? Le souci de tous les participants à la rencontre de Masaya est que le Document du même nom soit pris en Suisse, par nos mouvements, par Unité, comme une consultation d'un groupe de volontaires sur le terrain dans les débats en cours. Le temps nous presse il est vrai, la DDA prend des décisions; à nous de contribuer, à tous les niveaux, à redonner à Unité son rôle de plateforme entre les ONG, lieu de définition des lignes directrices et donc aussi du profil du volontariat. Le document de Masaya se veut une pierre de l'édifice, et il faut continuer!



Une page à tourner...

N° 8
1993

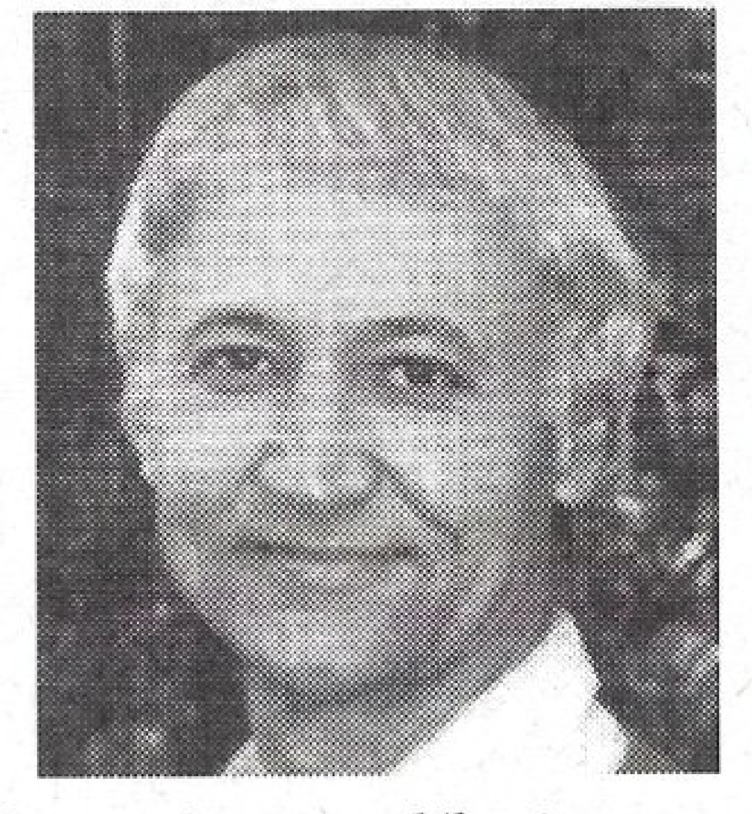
EIRÉNÉ

Le Comité

Durant des années d'activités bénévoles, les membres d'Eiréné-CH avaient constitué une petite réserve financière. Notre comité assurait le suivi des volontaires sur le terrain, l'engagement de nouveaux candidats, la recherche de nouveaux partenaires, les contacts avec la DDA, avec les organisations soeurs et faîtières, avec Unité et avec Eiréné international.

D'une part l'ampleur de ces tâches toujours plus importantes, la recherche de structures pour les futurs objecteurs de conscience, l'engagement ici, nécessitaient davantage de disponibilité. D'autre part, avec les années, nos membres bénévoles avaient pris des responsabilités grandissantes dans leur profession et leurs activités. Les capacités de notre comité s'épuisaient et constat avait alors été fait de la nécessité d'engager une secrétaire à 30% et un animateur à 50%. Respectivement Anne-Lise Monard et Philippe Beck furent les pionniers, puis Jean-Denis Renaud succédait à Philippe.

Mais pour cette professionnalisation il faut des moyens financiers. Nous avions pensé notre réserve suffisante pour mettre sur la piste de décollage une structure plus grande, plus ambitieuse, adaptée à nos buts. Aujourd'hui nous voici arrivés au bout de cette piste: notre réservoir de finance est vide et... nous sommes encore cloués au sol. Nous devons fermer le poste d'animation bien que le travail de Jean-Denis ait apporté des résultats positifs et que d'autres se profilent (temps de latence entre les actions entreprises et leur concrétisation oblige!...). C'est avec tristesse que nous nous séparons de Jean-Denis, comme permanent; avec beaucoup de soin et d'amour, il s'est occupé des volontaires et a collaboré intensément avec nos partenaires. Un énorme travail à l'intérieur d'Eiréné a été fait. Durant cette période, il a permis d'affirmer l'identité francophone d'Eiréné international. A Pentecôte dernier, Jean-Denis a organisé en France, avec les membres de cette branche, une des meilleures rencontres internationales d'Eiréné.



De multiples raisons expliquent ce décollage manqué. La recherche de nouveaux membres, et donc l'augmentation des forces bénévoles et des cotisations, la recherche de donateurs n'ont pas eu le résultat escompté.

Malheureusement, un malheur ne vient jamais seul: notre secrétaire Anne-Lise Monard souhaite se retirer de ses fonctions pour des raisons d'ordre privé. Elle nous a été fidèle durant toute ces années, elle n'a jamais manqué à son poste, s'est montrée efficace et compétente. Avec une grande disponibilité elle a assuré un énorme travail, bien au-delà de ses 30%. Nous remercions chaleureusement Anne-Lise pour tout cela et sommes très heureux qu'elle accompagne encore la personne qui lui succédera, jusqu'à ce que celle-ci se familiarise avec ses tâches.



Tant à Anne-Lise qu'à Jean-Denis, nous adressons nos meilleurs voeux pour leur chemin futur.

Nous voilà donc revenus à la case départ ou presque, mais pas du tout démoralisés! Nos difficultés actuelles attisent notre motivation forgée sur le terrain, pour la majorité d'entre-nous. Nous pouvons déjà assurer à nos volontaires, nos membres et nos partenaires la ferme détermination du Comité de tenir ses engagements.

Eiréné va continuer d'être une plate-forme du dialogue Nord-Sud.

Même si la situation mondiale s'est détériorée d'année en année, même si les inégalités sont croissantes et malgré le découragement de beaucoup, nous n'avons pas l'intention de baisser les bras. Evidemment il n'est pas dans nos possibilités de changer la nuit en jour, mais nous pouvons allumer notre bougie; elle apporte son rayon de lumière et alliée aux vôtres peut contribuer à changer la nuit en aurore.

Les deux textes ci-dessous se réfèrent au même événement: l'attaque de la Coordination d'Eiréné à Agadès et surtout à ses conséquences pour le gardien touareg qui en a été la victime. Le gardien, collaborateur de l'ONG tient à témoigner publiquement de ce qu'il a subi. Briser le mur du silence est pour lui un acte essentiel de la rénovation démocratique du Niger.

Dix-huit jours... pourquoi?

Les faits
Une nuit entre trois et cinq heures du matin, quatre hommes armés de fusils et de couteaux escaladent le mur. Face à eux, Ibrahim, le gardien muni d'un bâton. Les forces et les moyens sont inégaux.

Les quatre hommes s'emparent d'un véhicule tout terrain et dévalisent le stock de matériel des magasins.

Fait banal, lu couramment dans la presse direz-vous; pas si sûr...

Il s'ensuit dix-huit jours de détention pour le gardien.

Pour mieux comprendre cette situation, nous avons interviewé Ibrahim

Question: Pourquoi es-tu allé au commissariat?

Ibrahim: Pour faire la déclaration de vol du véhicule et du matériel. L'interpellation de la police c'est normal. Il faut avoir des informations pour mener l'enquête. J'étais en garde à vue.

Q.: Et ensuite?

I.: On me met en cellule. On oublie ma présence. L'inspecteur chargé du dossier s'étonne que je sois toujours là. Il y a une semaine que l'enquête est finie. Les documents traînent sur le bureau du responsable de la police.

Q.: Ce responsable t'a-t-il convoqué?

I.: Oui, une seule fois. Nous avons eu un point de mésentente: des traces de chameaux que je n'ai pas vues. Je ne peux pas inventer des choses. Ce responsable insiste pour que je donne des informations sur ces traces.

Q.: Y a-t-il eu des personnes influentes pour demander ta libération?

I.: Je travaille comme gardien dans une ONG. On pense pouvoir avoir de l'argent avec les



Dans l'enceinte de la Coordination d'Eiréné d'Agadez: départ de Rhissa Mohamed, animateur touareg à Ingall.

Blancs. Cela a été très bien quand le responsable de cet organisme n'a plus passé au commissariat.
Un commerçant m'a proposé de négocier ma libération. Il connaît des inspecteurs. J'ai refusé son intervention. Je lui ai dit: «Je te remercie, il faut t'en retourner. Je n'ai rien fait, je n'ai pas commis de crime, je ne veux pas de faveurs.» Il est parti sans me dire au revoir.

Q.: Quand et comment a eu lieu ta libération?

I.: Les dossiers ont traîné plusieurs jours sur le bureau du responsable de la police. L'enquête est terminée: Le jeudi je dois quitter le commissariat. Le vendredi j'y suis toujours. En fin de journée, un collègue nigérien intervient, je suis transféré à la justice. Trop tard, il est dix-sept heures. On me conduit au camp pénal. J'y passe tout le week-end. Le lundi je suis convoqué à la justice. J'attends tout le matin. Le juge appelle un de ses employés qui porte le même nom que moi. Je rentre dans son bureau croyant que c'était moi qu'il appelait. Il me dit: «C'est toi, le gardien de l'ONG. Tu es libre à partir de maintenant. Quand j'aurai besoin de toi, je vais te convoquer. Sans jugement, j'ai obtenu ma libération.

L'ONG ne peut pas jouer le jeu de la corruption, le gardien refuse l'intervention d'un commerçant, de même que l'aide des marabouts pour faire des fétiches, des gris-gris.



Rencontre de Gérard Sermet, chef de programme, avec des paysans, dans les locaux de la coordination.

Ibrahim dira plus tard:
«J'ai confiance en Dieu, je suis avec Dieu, je ne veux pas de charlatans. Je discute beaucoup avec les gens pour leur faire comprendre qu'il faut cesser de corrompre au niveau de toutes autorités. Je suis d'accord de payer (ndlr purger ma peine) pour une faute commise, mais je refuse catégoriquement la corruption.»
Beaucoup de gens ne comprennent pas la position d'Ibrahim. Et pourtant si tout le monde était courageux comme lui, il n'y aurait pas tous ces problèmes de corruption. Merci Ibrahim!

Propos d'Ibrahim Dan-Mallam recueillis par Liliane Sermet, Agadès, mai 1993

Pratiques dans un camp pénal au Niger
Peut-on généraliser?

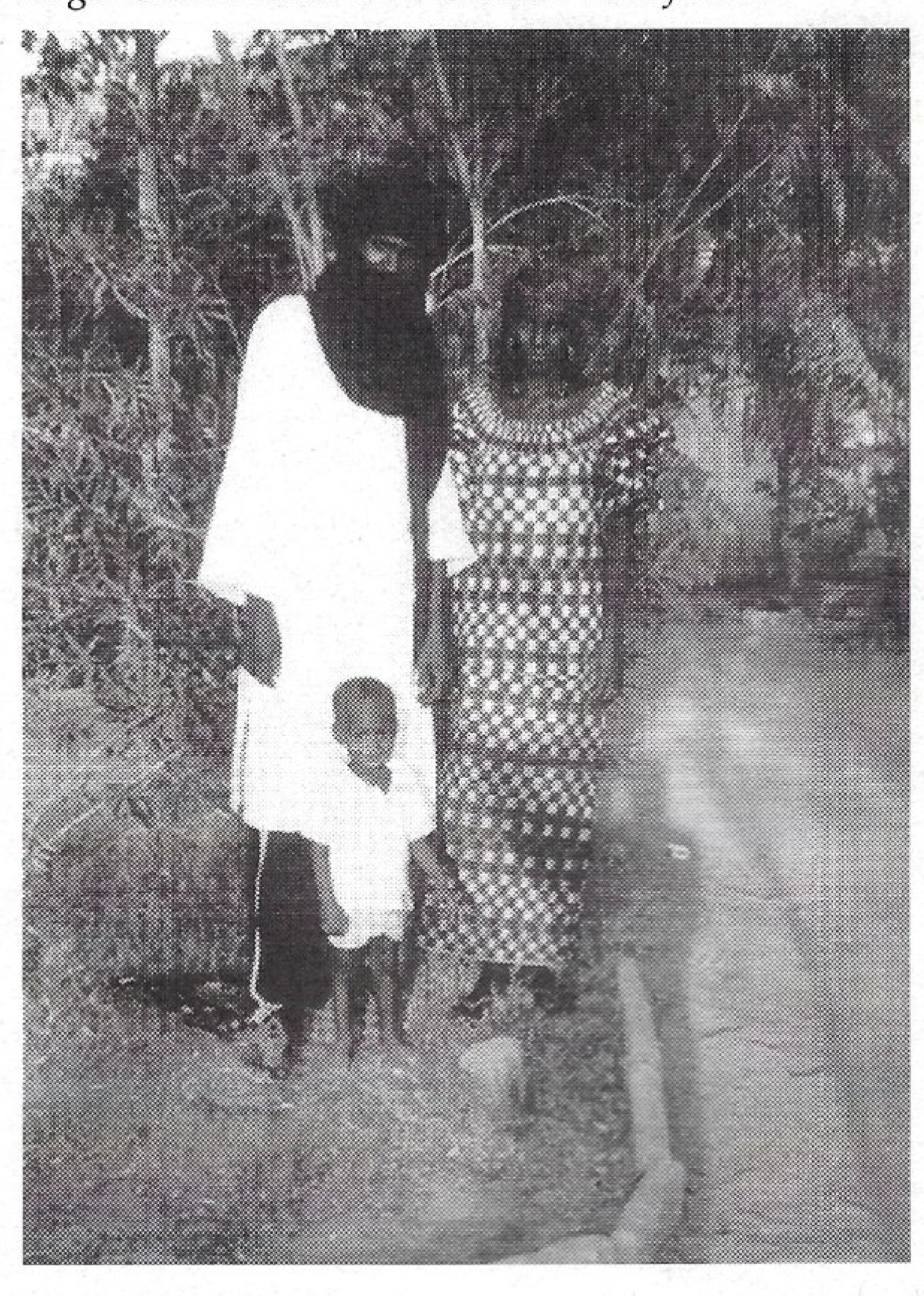
Il faut savoir qu'avant d'arriver au camp pénal, Ibrahim le gardien d'une ONG a passé quinze jours au commissariat. Et pour quel motif?... après que quatre hommes dont deux armés de fusils escaladent le mur de l'ONG; ils forcent le gardien à leur donner les clés du bureau et s'emparent d'un véhicule tout terrain et de matériel divers. Ils quittent l'endroit à cinq heures dix du matin, Ibrahim se rend immédiatement au commissariat pour faire une déclaration de vol. Mis en garde à vue pendant les quatre premiers jours, il se retrouve en cellule, puis transféré au camp pénal.

Voilà commence pour moi une autre vie ce jour vendredi. Après que je sois arrivé trop tard à la justice, on me conduit immédiatement au camp pénal. Je me présente au régisseur qui ordonne ma fouille. Ainsi on retrouvera dans ma poche une somme de 4500 cfa, plus une montre de marque Casio que j'ai payée 8000 cfa. Quelques minutes après on me présente devant la fameuse porte de la prison, en laissant derrière moi la somme de 4500 cfa. Mon plus grand étonnement: ce sont les yeux des gens responsables de l'entrée de la porte de la prison braqués sur ma montre.

Sans perdre de temps, le chef de poste demande qu'on appelle le chef des prisonniers. A ma grande surprise le chef n'est autre que l'un des plus grands voleurs d'Agadès, «chasse-touristes» en plus. Et c'est à lui qu'on me confie. Ce dernier demande que je le suive à l'intérieur de la prison.

Tout d'un coup survient un autre garde de la prison qui dit à son tour de me raser la tête avant de me faire rentrer à l'intérieur. Ainsi fait, nous voilà arrivés dans l'enceinte. En marchant il me pose certaines questions sur ma vie, ce qui m'a amené ici,... tout en me montrant des choses que je devrais faire si je ne lui donne pas d'argent. Ils sont au nombre de quatre les grands responsables de la prison. Chacun prend ses responsabilités dans son camp. On m'amène dans une grande fosse plei-

Le gardien Ibrahim Dan-Mallam et sa famille.



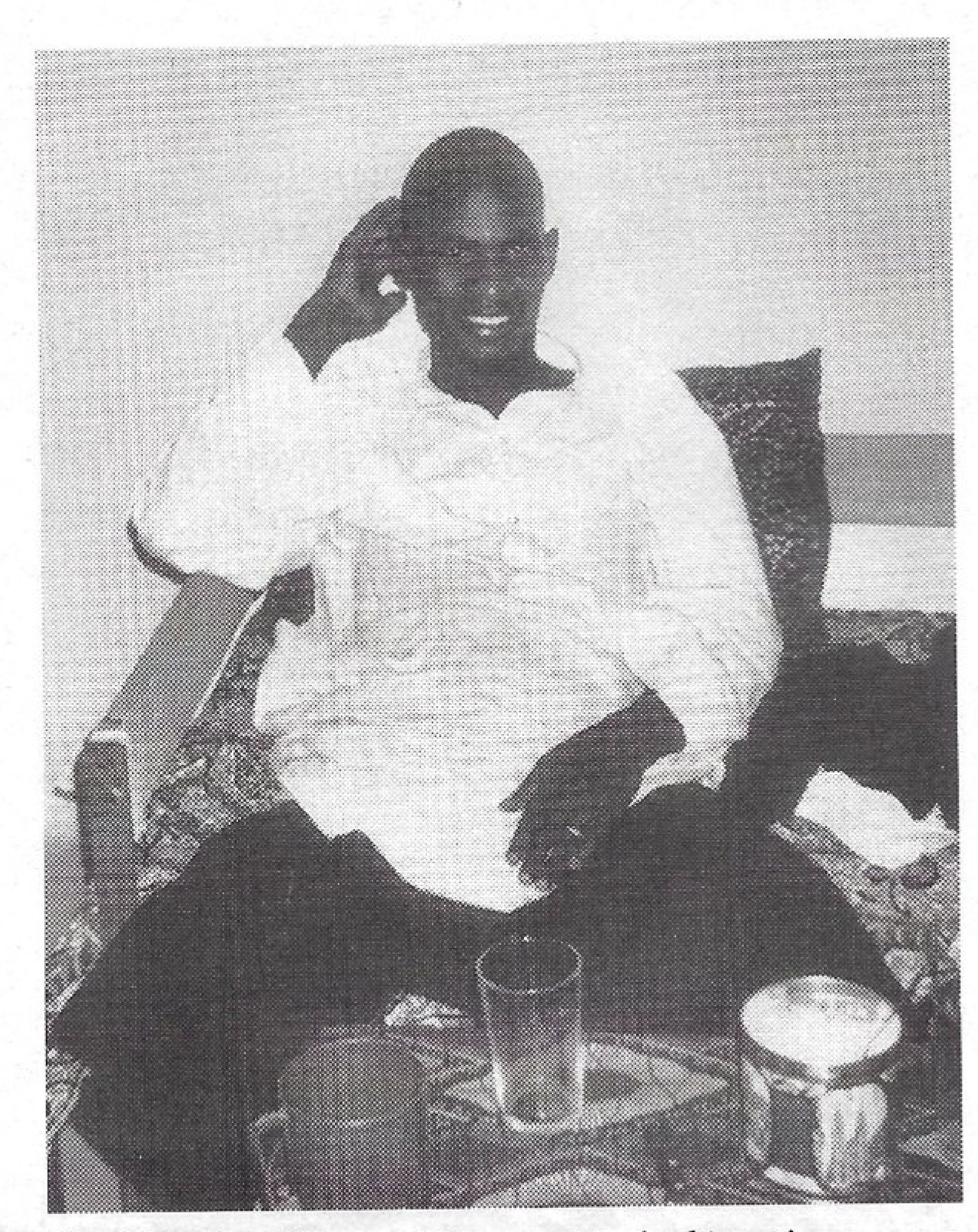
ne de saleté (gololo). Il me montre les toucs pleins de déchets que je devrais porter chaque matin sur ma tête, des choses incroyables.

Après avoir fait le tour de tout le camp, il me présente aux autres chefs: le second a commis un crime à Tchinta, l'autre est un grand voleur très renommé à Agadès et à l'intérieur du pays. Ils me demandent de payer une somme de trente mille francs cfa pour tous les travaux. Je leur réponds que moi je n'ai pas d'argent et que ça fait quinze jours que je suis enfermé à la police. Ils me répondent qu'ils me laissent le choix entre l'enfer et le paradis. Je leur dis que je suis là seulement jusqu'à lundi. Mais hélas aucune négociation n'est possible. Après plusieurs minutes de discussion et avec beaucoup d'insistance on est tombé d'accord que je donne la somme d'argent que j'ai laissée au régisseur et en plus ma montre. Il faut que je m'arrange avec un autre chef responsable du balayage. Pour lui j'avais accepté de balayer, mais pour finir ce n'est pas du balayage qu'il désire, c'est une affaire comme la première.

Alors j'ai travaillé seulement le vendredi soir. Le samedi je reçois de la visite. On m'appelle dehors. Arrivé à la porte de la sortie, un enfant de moins de dix-sept ans me demande de ne pas l'oublier! Cela veut dire quoi? Je réfléchis un peu et je comprends ce qu'il veut dire: c'est lui qui est chargé de mon repas des fois quand on ne me laisse pas sortir; donc si je l'oublie, mon repas sera oublié!

Ainsi je rencontre mes visiteurs qui sont les responsables de l'ONG qui ne m'ont jamais oublié et en qui je suis très reconnaissant. Chaque fois que je les vois, je me sens encore plus courageux. La visite terminée, les yeux des responsables de la prison sont braqués sur moi, oubliant qu'ils sont là pour travailler pour l'avenir de notre pays; hélas, perdant tout honnêteté, cherchant à se faire de l'argent sur de pauvres victimes de l'injustice de leurs autres frères. A l'entrée, on fouille mes poches pour savoir si j'ai reçu quelque chose de la part de mes visiteurs...

En prison je rencontre plusieurs personnes avec qui j'ai eu des discussions sur leur détention. Il y a des gens qui méritent bien le sort qui leur est réservé, par exemple des voleurs, des criminels, des gens reconnus coupables par la



Ibrahim, le crâne rasé, à sa sortie de détention.

justice. J'ai eu à m'entretenir avec quelqu'un qui a reçu une autorisation de mise en liberté par son avocat, mais cette dernière n'a jamais été respectée.. D'après ce qu'il m'a dit, il a fallu presque deux mois pour qu'elle lui parvienne; incroyable mais vrai!

Dans un état de droit, il faut que les gens arrivent à savoir ce qui se passe à l'intérieur de nos prisons, de nos commissariats, enfin de toutes les maisons d'arrêt pour que triomphe la vérité; et abattre ce genre de choses qui ne feront que nuire à notre avenir et à celui de nos proches.

Quant à moi qui est victime de l'injustice, je lance un vibrant appel à nos responsables choisis démocratiquement par le peuple pour qu'ils œuvrent à nettoyer nos commissariats, nos prisons de ces gens habitués à la corruption, au favoritisme et qui comptent toujours sur leur position pour faire souffrir des innocents. Tant qu'il n'y aura pas de changement c'est d'en bas qu'il faut le commencer et monter en haut. Je suis sûr que ce genre de choses se passent dans les autres régions du pays. Vive le Niger uni et prospère, vive la troisième République.

Ibrahim Dan-Mallam, Agadès, mai 1993

Photo: Gérard Sermet

«Mon école n'a que deux élèves»

?

N° 8
1993

tranches de vie

Tiré de «El Pais», 14. 10. 93.

Récit d'une élève de l'école primaire de Mafomedes, au Portugal

Je m'appelle Ana et je suis en 2e cycle de primaire dans l'école de mon village, Mafomedes. Ce collège n'a que deux élèves: José et moi; c'est bien triste car nous n'avons personne avec qui jouer!

Nous sommes les deux uniques enfants qu'il y ait à Mafomedes, un village perdu dans la province de Baiano, une région montagneuse au nord du Rio Duero, pas très loin de Porto. Dans le village, nous ne sommes que septante personnes, dont la majorité sont des vieux et nous travaillons tous aux champs, à cultiver la terre et s'occuper du bétail.

Mon collège est très vieux parce qu'il a été construit dans le style qui existait du temps de mon grand-père dans les années quarante quand on séparait les filles des garçons. Ma grand-mère se souvient encore de l'inauguration de l'école. Des messieurs très importants étaient venus au village et il y avait eu des feux d'artifice.

Maintenant les filles et les garçons sont ensemble et je suis très contente qu'on ait construit une cheminée. Le collège est situé sur un terrain découvert et en hiver souffle un vent très froid qui vient de la Sierra de Marao. En été, c'est tout le contraire: le soleil brille toute la journée et il fait trop chaud dans la classe.

Mon professeur dit que nous serons les derniers élèves de ce collège parce que dorénavant, les enfants de Mafomedes iront certainement dans des écoles plus modernes, peut-être même jusqu'à Baiao.

Peut-être auront-ils plus de chance que nous, parce que nous n'avons que des vieux livres pour étudier. Ça se peut que dans le collège, ils aient une vidéo et une télévision: ça doit être beaucoup plus amusant d'étudier avec ces moyens qu'avec ceux que nous utilisons, nous.

Le mieux qu'on ait ici, c'est un clown copié dans un livre d'enfants, quelques miniatures en papiers colorés et un poster avec des images d'aliments.

RÉDACTION
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968-7

ÉIRÉNÉ
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Composition/impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle